

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Février 2000

FAITS SAILLANTS

 **En janvier, le taux de chômage au Canada s'est établi à 6,8 %, son niveau le plus bas depuis 1976.**

 **En novembre, la production a augmenté, grâce à une recrudescence de l'activité dans le secteur manufacturier.**

 **Les exportations ont augmenté alors que les importations ont fléchi, ce qui s'est traduit par une hausse de l'excédent commercial en novembre.**

 **La Banque du Canada a majoré son taux directeur, les perspectives d'évolution de l'économie canadienne s'étant améliorées.**

 **Les prix des actions canadiennes ont grimpé au début de février, mais la progression du dollar a pris fin.**

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis		
		le mois dernier	l'an dernier	
PIB réel (En \$ 1992, milliards)	760,9	0,6	4,3	Nov.
Biens	254,6	0,8	5,8	Nov.
Services	506,3	0,5	3,6	Nov.
Indice composite	219,6	0,5	5,2	Déc.
Emplois (En milliers)	14 792	0,3	2,8	Janv.
Temps plein	12 118	0,2	3,8	Janv.
Temps partiel	2 674	0,8	-1,4	Janv.
Chômage (En %)	6,8	6,8	7,9	Janv.
Jeunes*	12,5	13,1	14,1	Janv.
Adultes*	5,7	5,6	6,7	Janv.
Inflation mesurée par l'IPC*	2,2	2,3	1,2	Déc.
Ventes au détail (En M\$)	22 008	0,6	6,1	Nov.
Mises en chantier (En milliers)	147,7	-7,3	3,4	Janv.
Balance commerciale* (En M\$)	3 127	2 621	1 770	Nov.
Exportations	31 351	1,4	10,5	Nov.
Importations	28 224	-0,2	6,1	Nov.
M&É	9 244	-2,8	6,3	Nov.
Papier comm. à trois mois* (En %)	5,37	5,27	5,01	2 févr.
Rendement des obligations à long terme* (En %)	6,19	6,23	5,23	2 févr.
Dollar canadien* (En cents US)	69,40	69,18	66,18	4 févr.

*Données en niveaux seulement - variation en % n'est pas exprimée

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/03.html.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Février 2000

TABLES DES MATIÈRES

	Page
L'économie	
<i>PIB réel par industrie</i>	3
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs</i>	4
<i>Investissements des entreprises dans les usines et l'équipement</i>	5
<i>Logement</i>	6
<i>Commerce et compétitivité</i>	7
Tendances du marché du travail	
<i>Emploi et chômage</i>	8
<i>Aperçu de la situation de l'industrie</i>	9
<i>Aperçu de la situation des provinces</i>	10
Prix et marchés financiers	
<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i>	11
<i>Taux d'intérêt à court terme et à long terme</i>	12
<i>Taux de change et marchés boursiers</i>	13
L'économie des États-Unis	
<i>Tendances de l'économie américaine</i>	14
À venir...	
<i>Publication de données à surveiller/Événements prévus</i>	15

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 4 février 2000. Il a été préparé par Marianne Blais, Julie Dubois, Joe Macaluso, Alison McDermott et Karen Smith de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de Raynald Létourneau et de Shane Williamson. Tous les renseignements ont été tirés de sources publiques, principalement Statistique Canada, la Banque du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Veuillez adresser vos commentaires à Shane Williamson au 613-995-8452 ou par Internet à williamson.shane@ic.gc.ca

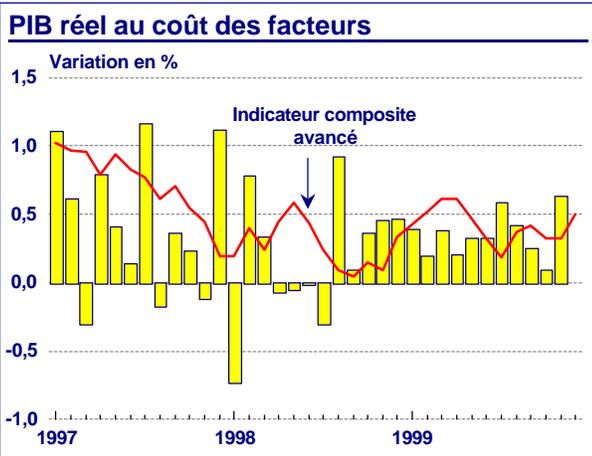


Le PIB réel a repris de la vigueur en novembre...

- Le PIB réel s'est accru de 0,6 %, en novembre, enregistrant ainsi sa seizième augmentation mensuelle de suite et la plus longue série ininterrompue de gains en plus d'une décennie. Les excellents résultats de novembre -- la plus forte augmentation en 15 mois -- surviennent après une décélération du rythme de croissance observée au cours des trois mois précédents.

...à la faveur d'une hausse notable de l'activité dans le secteur manufacturier et de gains observés dans tout le secteur des services

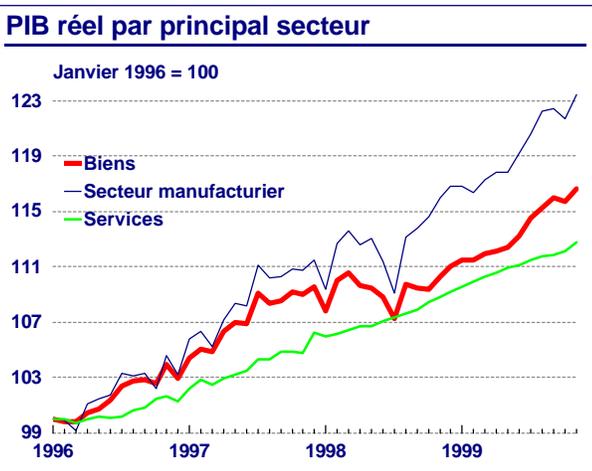
- En novembre, la production dans le secteur des biens est montée en flèche (+0,8 %). Elle a progressé dans tous les principaux groupes, à l'exception de celui des services publics, le temps plutôt doux pour la saison ayant fait baissé la demande d'électricité et de gaz. Les gains ont surtout été observés dans le secteur manufacturier, qui s'est ressaisi après avoir affiché une baisse le mois précédent. Dans le secteur manufacturier, 19 principaux groupes sur 22 ont progressé, sous l'impulsion d'une hausse marquée de l'activité dans les produits électriques et électroniques. Ailleurs, une forte augmentation de la production pétrolière a stimulé la production de l'industrie minière, et la construction a maintenu son rythme de croissance.
- Dans le secteur des services, la production a augmenté de 0,5 % en novembre, sous l'effet d'un gain important enregistré par le commerce de gros, celui-ci ayant progressé malgré la stagnation des ventes d'ordinateurs. Grâce à une hausse des ventes d'automobiles, le commerce de détail a pu reprendre une partie du terrain perdu en octobre. Les autres industries ont, pour la plupart, enregistré des hausses en novembre, grâce notamment aux importants gains observés dans les services aux entreprises ainsi que dans les transports et l'entreposage.



PIB réel au coût des facteurs (En \$ 1992)

Novembre 1999	En millions \$	Variation en % depuis		
		Variation mensuelle	le mois dernier	l'an dernier
Ensemble de l'économie	760 927	4 751	0,6	4,3
Secteur des entreprises	631 322	4 628	0,7	5,2
Biens	254 642	2 108	0,8	5,8
Agriculture	13 624	10	0,1	5,3
Pêche et piégeage	796	47	6,3	19,5
Abattage du bois et foresterie	4 477	44	1,0	3,3
Exploitation minière*	27 422	420	1,6	3,5
Sect. manufacturier	140 781	2 026	1,5	6,5
Construction	42 241	215	0,5	5,8
Autres services publics	25 301	-654	-2,5	4,9
Services	506 285	2 643	0,5	3,6
Transport et entreposage	36 008	330	0,9	5,6
Communications	26 392	178	0,7	6,7
Commerce de gros	47 406	802	1,7	10,1
Commerce de détail	46 853	329	0,7	3,8
Finance et assurances	41 632	188	0,5	2,2
Agents d'ass. et agents imm.	79 924	141	0,2	2,6
Services commerciaux	44 888	376	0,8	8,3
Services gouvernementaux	46 079	140	0,3	2,6
Enseignement	40 542	-22	-0,1	0,0
Soins de santé et services sociaux	46 922	-4	-0,0	-1,0
Logement et alimentation	19 633	66	0,3	1,7
Autres	30 006	119	0,4	2,5

* Comprend l'exploitation des carrières, le pétrole brut et le gaz naturel





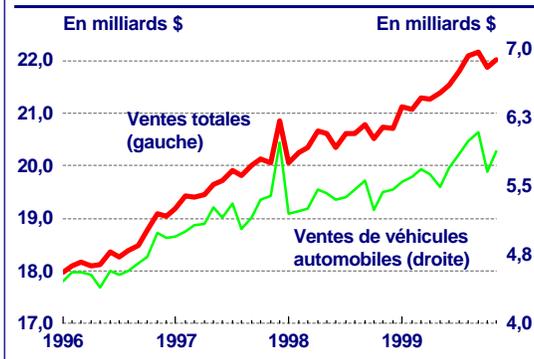
Les dépenses de consommation ont conservé leur vigueur au troisième trimestre...

- La consommation réelle s'est accrue de 4,8 % (taux annuel) au troisième trimestre, soit à un rythme correspondant à celui observé depuis le début de l'année. D'ailleurs, les dépenses de consommation ont crû de plus de 4 % à chaque trimestre, jusqu'à présent cette année.
- Le revenu disponible des particuliers a progressé de 4,8 % (taux annuel) au troisième trimestre. Il s'agit de la plus forte augmentation enregistrée jusqu'à présent cette année. Grâce à ce gain et au fait que les niveaux d'endettement des ménages n'ont pas changé, le ratio d'endettement a diminué d'un peu plus de un point de pourcentage. Le taux d'épargne des particuliers, toutefois, a fléchi de 0,3 % durant cette période.
- Il est fort probable que cette solide croissance des dépenses de consommation se poursuivra au cours des prochains trimestres, étant donné la récente vigueur du marché du travail et le regain de confiance des consommateurs.

...et les ventes au détail se sont raffermies en novembre

- En novembre, les ventes au détail ont augmenté de 0,6 %, annulant en partie la baisse du mois précédent (1,3 %). Cette hausse est principalement attribuable à la nette progression du secteur de l'automobile, qui avait subi un recul de 4,5 % le mois précédent en raison de problèmes d'approvisionnement. Outre les produits de l'automobile, le total des ventes au détail a régressé de 0,5 % en novembre.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



Ventes au détail et crédit à la consommation

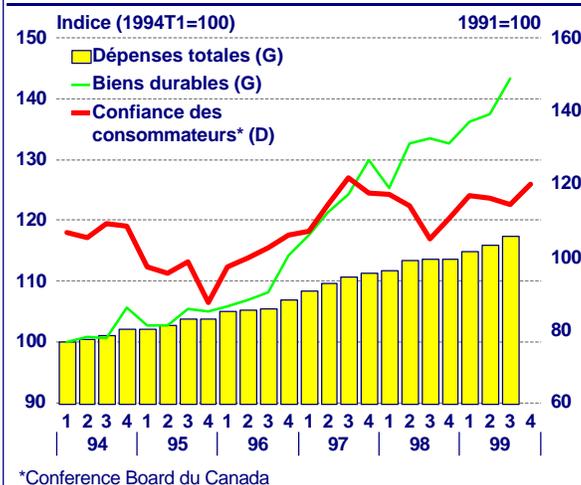
	Variation en % depuis		
	Novembre 1999	le mois dernier	l'an dernier
Total - Ventes au détail (DD)	22 008	0,6	6,1
Alimentation	4 959	0,5	2,3
Pharmacies	1 141	1,4	5,7
Vêtements	1 201	-1,1	1,6
Meubles	1 168	-2,6	7,6
Automobiles	8 702	3,1	9,8
Magasins de march. diverses	2 435	-4,9	4,0
Tous les autres magasins	2 401	0,2	5,3
Total excluant véhicules automobiles	16 130	-0,5	5,4
Crédit à la consommation	169 434	0,8	8,0

(Données non révisées)

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

	En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)			
	1997	1998	1999 T2	1999 T3
Consommation réelle (En \$ 1992)	472 867	485 906	498 600	504 440
Variation en %	4,2	2,8	4,3	4,8
Biens durables	62 823	66 801	70 032	73 008
Variation en %	13,3	6,3	3,5	18,1
Biens semi-durables	44 334	46 526	47 376	48 024
Variation en %	4,3	4,9	2,4	5,6
Biens non durables	118 293	119 521	121 476	121 572
Variation en %	1,3	1,0	1,6	0,3
Services	247 417	253 058	259 716	261 836
Variation en %	3,4	2,3	6,1	3,3
Revenu disponible	534 728	552 778	564 848	571 456
Variation en %	3,1	3,4	3,0	4,8
Taux d'épargne (En %)	2,8	2,3	0,9	0,3
Ratio d'endettement (En %)	96,4	98,3	100,4	99,3

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs





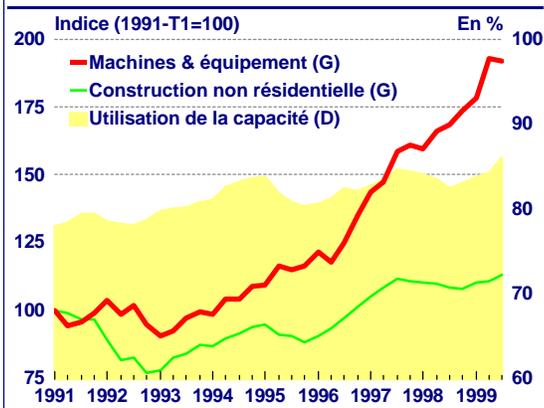
Les investissements des entreprises ont ralenti, au troisième trimestre...

- Au troisième trimestre, la croissance des investissements des entreprises a déceléré, pour s'établir à 0,4 % (taux annuel), en baisse par rapport à 5,5 % au trimestre précédent. Ce ralentissement est attribuable en grande partie au fléchissement des dépenses en M&É (-1,8 %), dans la foulée de la baisse des investissements dans les avions et les ordinateurs.
- L'accroissement des investissements dans les bâtiments non résidentiels et les ouvrages, au troisième trimestre, s'est traduit par une intensification de l'activité (+8,5 %, taux annuel) dans la construction non résidentielle.

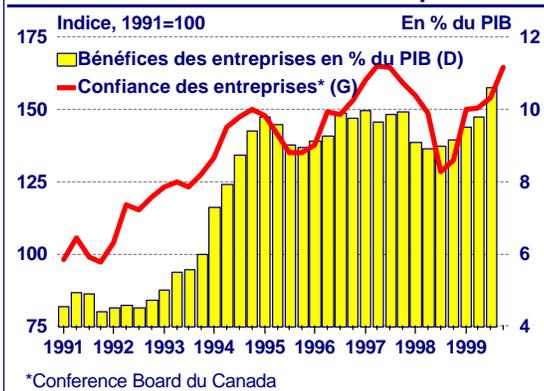
...mais il semble qu'ils se redresseront à nouveau au quatrième trimestre

- L'utilisation de la capacité dans les industries productrices non agricoles s'est établie à 86,0 % au troisième trimestre, soit le taux le plus élevé observé depuis l'expansion économique de 1987-1988. Les bénéfices d'exploitation des entreprises ont crû de 34,0 % (taux annuel) au troisième trimestre, sous l'effet de la progression marquée des bénéfices des industries non financières. L'Indice de confiance des entreprises du Conference Board a également connu une hausse marquée au quatrième trimestre.
- Compte tenu de ces facteurs, les investissements devraient reprendre de la vigueur, selon les récentes données. Les importations de M&É ont certes régressé en novembre, mais dans une proportion beaucoup moins importante que la hausse enregistrée au mois précédent. L'activité dans la construction non résidentielle s'est intensifiée (+1,4 % en moyenne), en octobre et en novembre, comparativement aux résultats du troisième trimestre.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises



Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)		1997	1998	1998 T4	1999 T1	1999 T2	1999 T3
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES							
Machines & équipement (En \$ 1992)		59 112	64 701	67 284	69 048	74 708	74 364
Variation en %		22,2	9,5	12,7	10,9	37,0	-1,8
Construction non résidentielle (1992\$)		39 079	39 110	38 696	39 448	39 756	40 572
Variation en %		14,0	0,1	-2,4	8,0	3,2	8,5
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)		83,8	83,2	83,0	83,7	84,2	86,0
Utilisation de la capacité (secteur manuf.)		83,7	83,8	84,5	84,9	85,5	87,6
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES							
Bénéfices d'exploitation des entreprises		146 023	132 032	138 172	144 096	147 952	159 180
Variation en %		20,9	-9,6	64,8	18,3	11,1	34,0
Bénéfices - Industries non financières		90 839	82 442	90 592	99 012	102 880	115 684
Variation en %		16,5	-9,2	75,9	42,7	16,6	59,9
Bénéfices - Industries financières		55 186	49 590	47 580	45 084	45 072	43 496
Variation en %		29,0	-10,1	45,9	-19,4	-0,1	-13,3
Crédit aux entreprises		624 689	686 621	702 494	708 232	709 495	720 157
Variation en %		9,1	9,9	3,3	3,3	0,7	6,1



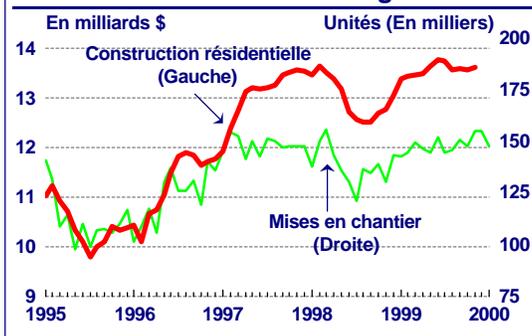
Au troisième trimestre, la croissance des investissements résidentiels a ralenti...

- Après avoir connu un taux de croissance à deux chiffres aux deux premiers trimestres de l'année, les investissements des entreprises dans les structures résidentielles ont vu leur croissance décélérer au troisième trimestre et s'établir à 2,5 %.
- Les investissements dans la rénovation ont enregistré leur première baisse trimestrielle de l'année, alors que toutes les autres principales composantes des investissements résidentiels ont progressé à un rythme plus lent que celui qui avait été observé aux trimestres précédents.

...mais elle devrait augmenter au quatrième trimestre

- En novembre, l'activité dans la construction résidentielle s'est accrue après avoir légèrement fléchi en octobre. En glissement annuel, la construction résidentielle est en hausse de 6,5 %, mais la moyenne pour octobre-novembre reste inférieure de 0,2 % au niveau du troisième trimestre.
- Dans l'ensemble, le nombre de mises en chantier a nettement augmenté (+3,9 %) au quatrième trimestre avant de diminuer quelque peu en janvier. Le nombre de permis de construction résidentielle continue d'être largement supérieur à celui de l'an dernier et a augmenté de 10,6 % au quatrième trimestre. Grâce à cette quatrième hausse trimestrielle de suite, les intentions dans le domaine de la construction pour 1999 sont les plus importantes de la décennie.
- Malgré la baisse enregistrée en décembre, les ventes de logements existants ont augmenté de 7 % pour l'ensemble de 1999 et atteint un nouveau sommet.

Activité dans le secteur du logement



Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

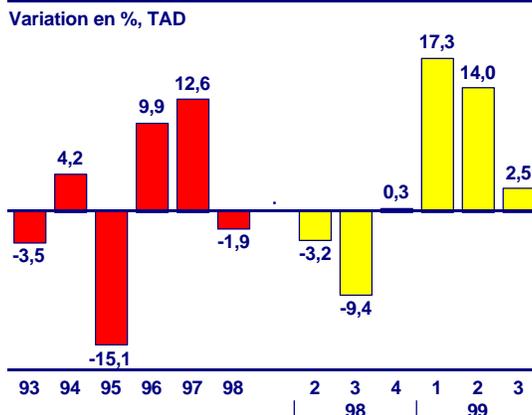
	Niveaux	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier
Construction résidentielle (1) (En \$ 1992, en M; base du coût des facteurs)	13 612	0,3%	6,5%
Permis de construction, en M\$ (2)	1 894	4,6%	20,7%
Ventes de logements existants (2) (nombre d'unités)	18 271	-941	
Mises en chantier (3) (nombre d'unités)	147 700	-11 600	4 900
Terre-Neuve	900	0	200
Île-du-Prince-Édouard	500	200	-700
Nouvelle-Écosse	4 600	2 100	1 800
Nouveau-Brunswick	4 500	2 900	3 000
Québec	18 900	-1 200	-2 000
Ontario	62 300	-6 300	6 800
Manitoba	1 400	-200	-2 000
Saskatchewan	2 500	700	800
Alberta	20 800	-600	500
Colombie-Britannique	9 200	-6 800	-3 900

1 - Données de novembre 2 - données de décembre 3- données de janvier
Source : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions \$ 1992, TAD (à moins d'indication contraire)	1997	1998	1999 T2	1999 T3
Construction résidentielle	42 348	41 547	44 056	44 336
Variation en %	12,6	-1,9	13,9	2,6
Construction par secteur	42 223	41 422	43 928	44 200
Variation en %	12,6	-1,9	14,0	2,5
Logements neufs	21 441	20 695	21 876	22 272
Variation en %	19,5	-3,5	9,9	7,4
Travaux de réparation et d'amélioration	13 315	13 645	14 252	14 016
Variation en %	7,2	2,5	4,3	-6,5
Frais de propriété et de transfert	7 592	7 207	7 928	8 048
Variation en %	4,5	-5,1	49,3	6,2

Croissance de la construction résidentielle réelle





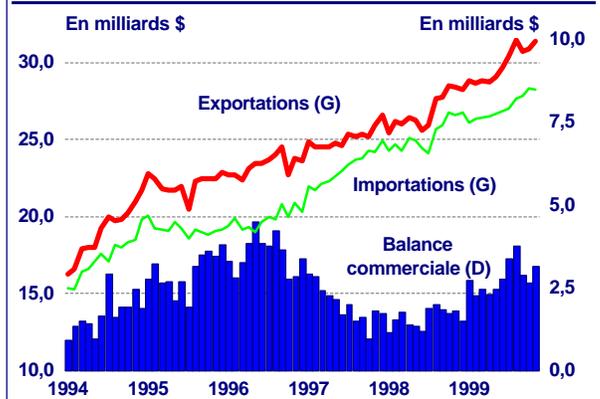
La forte croissance des exportations observée en novembre...

- En novembre, les exportations ont crû de 1,4 %, et cette deuxième hausse d'affilée a permis aux exportations de se situer tout juste sous le niveau record enregistré en août. L'augmentation de novembre est principalement attribuable à l'accroissement des exportations de M&É de pointe et de biens industriels.
- Les importations ont reculé de 0,2 % en novembre. Il s'agit de la première baisse en dix mois. Ce recul est surtout le fait de la baisse des importations de M&É et de produits agricoles, qui avaient connu une forte hausse le mois précédent. L'augmentation la plus importante a été notée dans les produits énergétiques (+18,9 %), sous l'impulsion du renchérissement du pétrole brut.

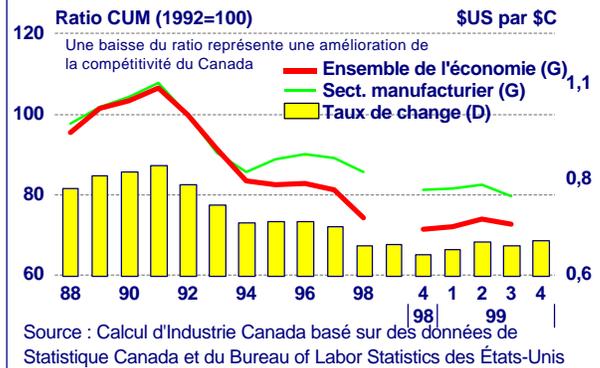
...a mené à une hausse de l'excédent commercial

- L'excédent commercial s'est légèrement amélioré, passant à 3,1 milliards de dollars en novembre, son niveau le plus élevé en quatre mois. Cela fait suite à un troisième trimestre vigoureux, où l'amélioration marquée de l'excédent au titre du commerce de marchandises a permis au Canada d'enregistrer son premier excédent au compte courant depuis 1996.
- L'excédent commercial cumulé sur douze mois avait atteint 30,6 milliards de dollars en novembre, soit plus de 75 % de plus qu'un an auparavant.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Ratio des coûts unitaires de main-d'oeuvre Canada-É.-U.



Commerce de marchandises

Novembre 1999	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation (En M\$)		Variation en %	
	Oct. 1999	Nov. 1999	Janv.-nov. 1998	Janv.-nov. 1999	Oct.-nov. 1999	Oct.-nov. 1999	Nov. 1998 - nov. 1999	
Exportations	30 913	31 351	294 010	328 423	438	1,4	10,5	
vers les États-Unis	26 560	26 881	245 413	282 265	321	1,2	10,8	
Importations	28 292	28 224	276 642	297 808	-68	-0,2	6,1	
en provenance des États-Unis	21 366	21 083	212 763	227 494	-283	-1,3	2,4	
Balance commerciale	2 621	3 127	17 368	30 615	506			
avec les États-Unis	5 194	5 798	32 650	54 771	604			
Exportations par produit								
Produits agricoles/pêche	2 179	2 163	23 030	23 441	-16	-0,7	1,6	
Produits énergétiques	2 779	2 833	22 172	27 020	54	1,9	53,3	
Produits de la forêt	3 294	3 294	32 106	35 427	0	0,0	9,1	
Biens et matériaux industriels	4 956	5 091	52 809	52 285	135	2,7	8,5	
Machines et équipement	7 404	7 620	72 121	77 674	216	2,9	15,0	
Produits automobiles	8 061	8 060	69 578	87 735	-1	0,0	2,6	
Autres biens de consommation	1 139	1 127	11 350	12 461	-12	-1,1	2,2	
Importations par produit								
Produits agricoles/pêche	1 544	1 468	15 768	16 203	-76	-4,9	-1,5	
Produits énergétiques	1 044	1 241	8 064	9 478	197	18,9	81,7	
Produits de la forêt	228	235	2 274	2 498	7	3,1	8,3	
Biens et matériaux industriels	5 328	5 391	55 164	56 385	63	1,2	4,6	
Machines et équipement	9 506	9 244	92 287	98 827	-262	-2,8	6,3	
Produits automobiles	6 450	6 498	60 599	69 488	48	0,7	3,7	
Autres biens de consommation	3 157	3 140	31 426	33 709	-17	-0,5	0,9	

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



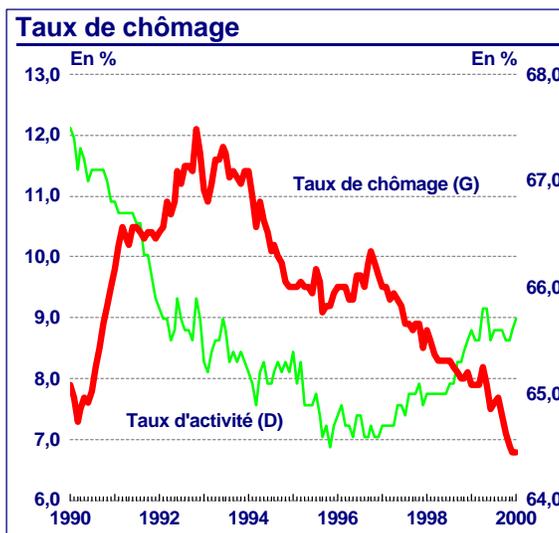
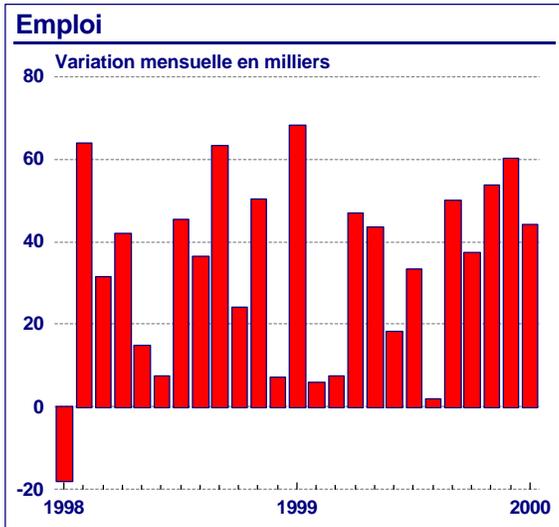
Emploi et chômage

L'année commence avec une hausse importante de l'emploi...

- Après avoir augmenté de 427 000 pour l'ensemble de 1999, le nombre d'emplois a connu une autre hausse en janvier (+44 000). Il s'agit du 24^e gain mensuel consécutif.
- En janvier, les gains ont été répartis à peu près également entre l'emploi à temps plein et l'emploi à temps partiel. Toutefois, au cours des 12 derniers mois, le nombre d'emplois à temps plein a augmenté de 442 000, tandis que le nombre d'emplois à temps partiel a diminué de 39 000.

...mais le taux de chômage reste au niveau plancher des 23 dernières années, soit 6,8 %

- La croissance de l'emploi, enregistrée en janvier, a été jumelée à une augmentation équivalente de la population active (+47 000), ce qui fait que le taux de chômage national est resté le même, soit 6,8 %. (Le taux de décembre a été révisé à la baisse par rapport à 6,9 %, à la lumière des révisions en profondeur qui ont été apportées à l'enquête sur la population active au début du mois.) Il s'agit du taux de chômage le plus faible enregistré depuis avril 1976.
- En janvier, le taux de chômage chez les adultes a progressé de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 5,7 %. Chez les jeunes, l'amélioration de l'emploi et la baisse de la population active ont fait diminuer le taux de chômage de 0,6 point, celui-ci se fixant à 12,5 %.



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Janv. 1999	Déc. 1999	Janv. 2000	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	14 388,6	14 747,5	14 791,8	44,3	403,2	44,3	0,3	2,8
Temps plein	11 675,3	12 095,4	12 117,6	22,2	442,3	22,2	0,2	3,8
Temps partiel	2 713,3	2 652,1	2 674,2	22,1	-39,1	22,1	0,8	-1,4
Jeunes 15-24	2 193,6	2 254,1	2 265,8	11,7	72,2	11,7	0,5	3,3
Adultes 25+	12 195,0	12 493,3	12 526,0	32,7	331,0	32,7	0,3	2,7
Travailleurs indépendants	2 464,6	2 509,0	2 531,2	22,2	66,6	22,2	0,9	2,7
Chômage	1 237,3	1 074,9	1 077,5	2,6	-159,8	2,6	0,2	-12,9
Taux de chômage	7,9	6,8	6,8	0,0	-1,1	0,0		
Jeunes 15-24	14,1	13,1	12,5	-0,6	-1,6	-0,6		
Adultes 25+	6,7	5,6	5,7	0,1	-1,0	0,1		
Population active	15 625,9	15 822,3	15 869,3	47,0	243,4	47,0	0,3	1,6
Taux d'activité	65,6	65,6	65,7	0,1	0,1	0,1		
Taux d'emploi	60,4	61,2	61,3	0,1	0,9	0,1		

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation de l'industrie

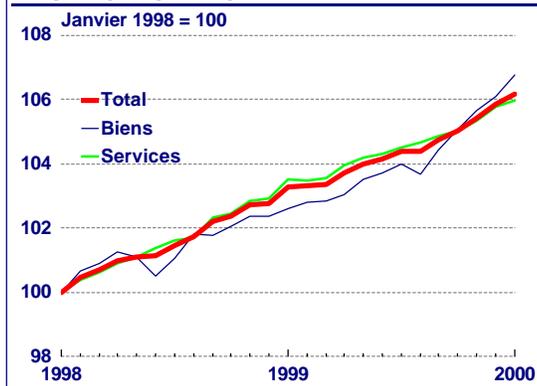
C'est dans le secteur des biens que la croissance de l'emploi est la plus forte...

- Les gains enregistrés par les industries de la fabrication et de la construction ont contribué à une augmentation nette de 24 000 emplois dans le secteur producteur de biens. En glissement annuel, l'emploi dans ces deux industries est en forte progression.
- Dans le secteur des services, le nombre d'emplois a crû de 20 000 en janvier, sous l'impulsion des progrès marqués observés dans les soins de santé et l'assistance sociale ainsi que les transports et l'entreposage. Par contre, cinq des huit autres principaux groupes industriels ont affiché un léger recul par rapport au mois précédent.

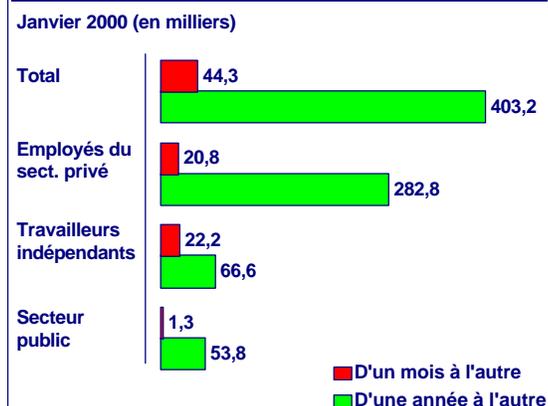
...grâce à la vigueur soutenue observée dans le secteur privé

- Presque tous les emplois nets créés en janvier reviennent au secteur privé. Le nombre d'employés rémunérés dans ce secteur a augmenté de 21 000, et une hausse comparable a été enregistrée dans le nombre de travailleurs autonomes.
- En janvier, l'emploi dans le secteur public n'a pratiquement pas changé.

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Janv. 1999	Déc. 1999	Janv. 2000	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 738,4	3 865,3	3 889,2	23,9	150,8	23,9	0,6	4,0
Agriculture	418,8	399,1	401,1	2,0	-17,7	2,0	0,5	-4,2
Autres ind. primaires*	279,2	275,3	275,5	0,2	-3,7	0,2	0,1	-1,3
Services publics	113,2	115,4	116,0	0,6	2,8	0,6	0,5	2,5
Construction	762,0	807,4	815,0	7,6	53,0	7,6	0,9	7,0
Fabrication	2 165,2	2 268,2	2 281,7	13,5	116,5	13,5	0,6	5,4
Services	10 650,3	10 882,2	10 902,6	20,4	252,3	20,4	0,2	2,4
Commerce	2 227,1	2 271,7	2 263,1	-8,6	36,0	-8,6	-0,4	1,6
Transport	721,2	764,2	776,6	12,4	55,4	12,4	1,6	7,7
FASI*	863,3	865,3	859,6	-5,7	-3,7	-5,7	-0,7	-0,4
Services prof./scientifiques	892,6	926,5	927,1	0,6	34,5	0,6	0,1	3,9
Administration et gestion	487,8	517,5	512,5	-5,0	24,7	-5,0	-1,0	5,1
Enseignement	981,9	1 001,7	998,5	-3,2	16,6	-3,2	-0,3	1,7
Soins de santé/assist. sociale	1 414,3	1 471,9	1 511,0	39,1	96,7	39,1	2,7	6,8
Information, culture, loisirs	626,2	636,2	628,4	-7,8	2,2	-7,8	-1,2	0,4
Hébergement et restauration	920,2	950,6	951,7	1,1	31,5	1,1	0,1	3,4
Autres services	734,5	708,9	701,3	-7,6	-33,2	-7,6	-1,1	-4,5
Administration publique	781,3	767,8	772,8	5,0	-8,5	5,0	0,7	-1,1

* Autres industries primaires : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Aperçu de la situation des provinces



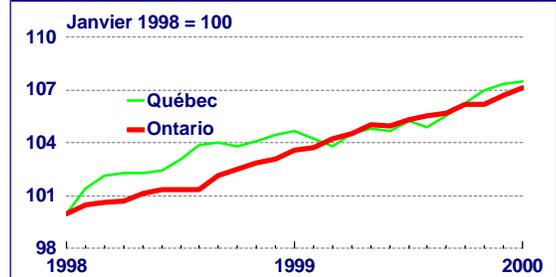
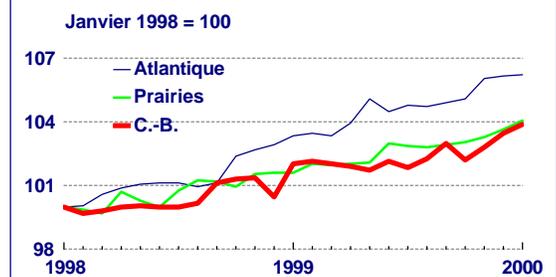
Presque toutes les provinces ont profité d'une croissance de l'emploi en janvier...

- Terre-Neuve est la seule province qui a subi une perte nette d'emplois en janvier. Ailleurs, dans les provinces de l'Atlantique, l'emploi a crû vigoureusement, faisant ainsi suite à la progression marquée des trois derniers mois.
- En Ontario, le nombre d'emplois a augmenté de 21 000, mais il a peu changé au Québec, qui profite d'une forte croissance de l'emploi depuis la fin de l'été. Dans les provinces de l'Ouest, la croissance de l'emploi a surtout été le fait du Manitoba et de la Saskatchewan.

...mais le taux de chômage a grimpé à Terre-Neuve

- Les pertes d'emplois qu'a subies Terre-Neuve ont fait grimper son taux de chômage de près de trois points de pourcentage, celui-ci se fixant à 17,0 % en janvier. Pour ce qui est des autres provinces de l'Atlantique, le taux de chômage est resté pratiquement le même en Nouvelle-Écosse, mais il a fléchi au Nouveau-Brunswick et à l'île-du-Prince-Édouard.
- L'Ontario a vu son taux de chômage augmenter, la population active progressant plus rapidement que l'emploi. Au Québec, le taux de chômage a légèrement augmenté.
- Au Manitoba, le taux de chômage n'a pas bougé (5,2 %), mais il a baissé dans les autres provinces de l'Ouest.

Évolution de l'emploi dans les régions



Taux de chômage -- Janvier 2000



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)						Taux de chômage (en %)		
	Niveaux Janvier 2000	Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux	Variation depuis le mois dernier		l'an dernier
		(En milliers)	En %	(En milliers)	En %		le mois dernier	l'an dernier	
Canada	14 791,8	44,3	0,3	403,2	2,8	6,8	0,0	-1,1	
Terre-Neuve	204,1	-7,1	-3,4	5,9	3,0	17,0	2,9	-1,0	
Î.-P.-É.	64,4	0,7	1,1	4,4	7,3	12,5	-0,2	-3,6	
Nouvelle-Écosse	417,5	3,6	0,9	13,4	3,3	9,7	0,1	0,2	
Nouveau-Brunswick	332,4	3,0	0,9	3,6	1,1	9,4	-0,8	-2,2	
Québec	3 428,7	3,1	0,1	88,4	2,6	8,2	0,1	-1,6	
Ontario	5 795,3	21,3	0,4	191,8	3,4	5,7	0,2	-0,9	
Manitoba	549,9	3,9	0,7	12,4	2,3	5,2	0,0	-0,6	
Saskatchewan	488,2	4,3	0,9	11,5	2,4	5,1	-0,2	-1,3	
Alberta	1 575,4	3,7	0,2	38,0	2,5	5,2	-0,2	-0,8	
C.-B.	1 935,9	7,7	0,4	33,7	1,8	7,3	-0,5	-1,0	



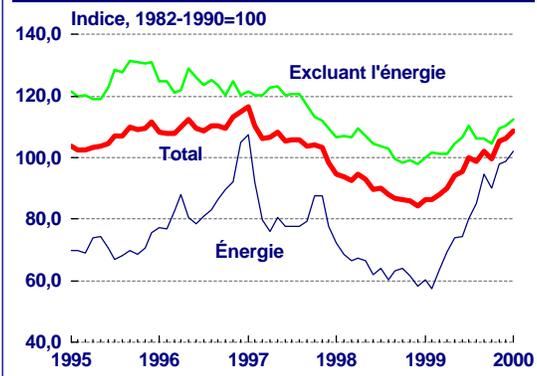
En décembre, la hausse des prix de l'énergie a fait monter l'inflation...

- Le taux d'inflation selon l'IPC, mesuré d'une année à l'autre, s'est chiffré à 2,6 %, en décembre par rapport à 2,2 % en novembre. Les prix de l'énergie ont poursuivi leur tendance à la hausse, augmentant de 15,1 % par rapport à l'an dernier. L'inflation s'est établie en moyenne à 1,7 % en 1999, soit près du double du taux enregistré les deux années précédentes (0,9 %).
- D'un mois à l'autre, les prix à la consommation n'ont augmenté que de 0,1 % en décembre, la baisse des prix de l'habillement et des chaussures, des loisirs ainsi que de l'équipement de ménage compensant largement la hausse des prix des autres catégories de biens.

...mais le taux d'inflation de « base » reste dans les limites de la fourchette cible officielle

- Excluant l'énergie, les aliments et l'incidence des impôts indirects, le taux d'inflation de « base » s'est fixé à 1,6 %, en décembre. Il demeure donc dans la limite inférieure de la fourchette cible officielle (1 à 3 %), établie conjointement par la Banque du Canada et le ministère des Finances.
- Une fois de plus, les prix des produits de base ont fortement progressé en janvier, portant à 26,1 % la hausse d'une année à l'autre (68,9 % pour les prix de l'énergie seulement). Les prix des produits de base remontent vigoureusement la pente depuis neuf mois, après avoir régressé pendant deux ans. Aujourd'hui, ils sont presque revenus au niveau d'il y a trois ans.

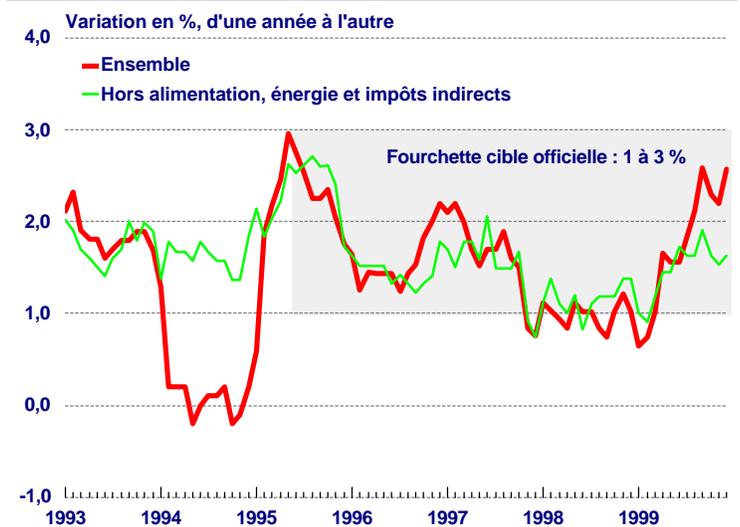
Prix des produits de base (\$ US)



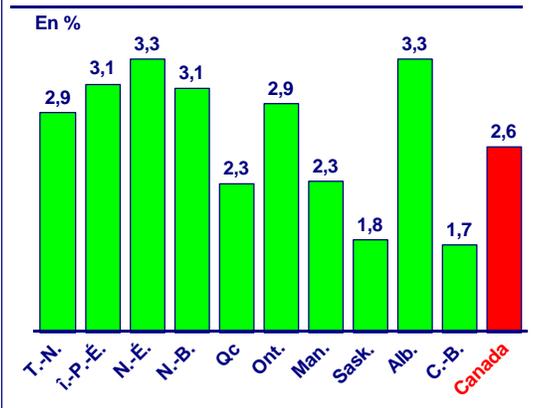
Prix à la consommation

	Variation en % depuis		
	Indice (1992=100)	le mois dernier	l'an dernier
Décembre 1999			
IPC - Ensemble	111,5	0,1	2,6
Alimentation	110,9	0,3	1,1
Logement	106,4	0,5	1,9
Équipement du ménage	109,2	-0,3	1,3
Habillement et chaussures	103,4	-1,9	0,8
Transport	128,3	0,8	6,7
Santé et soins personnels	110,8	0,3	1,8
Loisirs, formation et lecture	119,4	-0,7	2,5
Alcool et tabac	95,9	0,8	2,7
IPC hors alimentation et énergie	112,3	-0,1	1,6
Énergie	118,4	2,2	15,1
Prix des produits de base (janvier)			
Indice, 1982-1990=100	108,8	2,4	26,1
Excluant l'énergie	112,4	1,8	12,3
Énergie	102,0	3,4	68,9

Indice des prix à la consommation



Inflation mesurée par l'IPC, par province - Décembre 1999





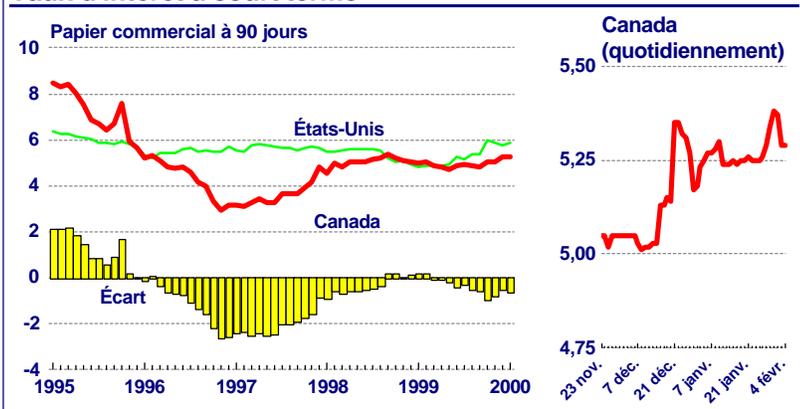
En janvier, la Banque du Canada hausse les taux d'intérêt à court terme...

- Le 3 février, la Banque du Canada a relevé de 25 points de base son taux directeur pour le porter à 5,25 %. Cette intervention a été motivée par la nécessité de contenir l'inflation dans la fourchette cible de 1 à 3 %, compte tenu des informations indiquant le maintien de plus en plus manifeste de la vigueur de l'économie. Cette hausse a également fait suite à une hausse similaire appliquée par la Réserve fédérale américaine.
- L'annonce de la Banque du Canada a incité les principales banques à majorer leur taux préférentiel, qui est passé de 6,5 % à 6,75 %. Les taux hypothécaires à court et à long terme, qui avaient déjà augmenté en janvier, ont eux aussi subi une pression à la hausse.
- En janvier, les taux d'intérêt à court terme ont augmenté plus rapidement aux États-Unis qu'au Canada, creusant ainsi de 60 points l'écart entre les taux d'intérêt de ces deux pays, en faveur du Canada.

...mais les rendements à long terme fléchissent

- Les taux d'intérêt à long terme ont chuté vers la fin de janvier, annulant une hausse des rendements des obligations survenue au début du mois. On attribue la baisse des taux d'intérêt à long terme au fait que les marchés s'attendent à ce que le Canada et les États-Unis réussissent à maîtriser l'inflation.

Taux d'intérêt à court terme

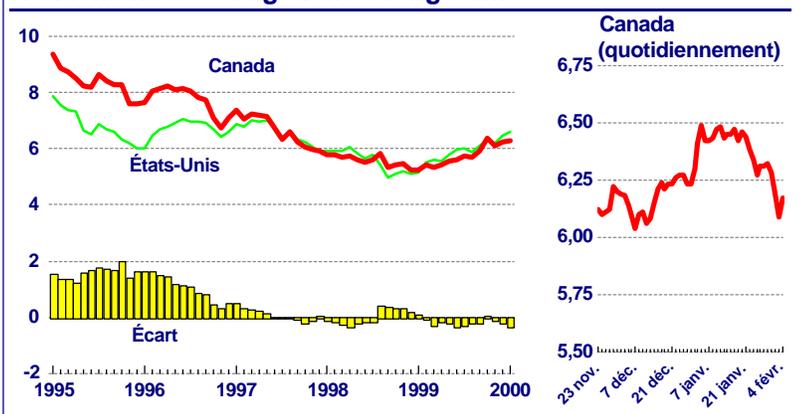


Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 90 jours	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
1998	5,02	0,09	5,23	0,14
1999	5,27	-0,49	6,23	-0,22
Août 1999	4,87	-0,50	5,68	-0,19
Sept.	4,83	-0,53	5,91	-0,22
Oct.	5,05	-0,93	6,36	0,03
Nov.	5,05	-0,80	6,10	-0,12
Déc.	5,27	-0,49	6,23	-0,22
Janv. 2000	5,25	-0,64	6,27	-0,33
2 févr.	5,37	-0,60	6,19	-0,13

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains.

Rendement des obligations à long terme



Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux d'escompte	Taux préférentiel	Hypothèque à un an	Hypothèque à cinq ans
1998	5,25	6,75	6,20	6,60
1999	5,00	6,50	7,35	8,25
Août 1999	4,75	6,25	7,05	7,80
Sept.	4,75	6,25	6,80	7,70
Oct.	4,75	6,25	7,35	8,25
Nov.	5,00	6,50	7,35	8,25
Déc.	5,00	6,50	7,35	8,25
Janv. 2000	5,00	6,50	7,60	8,55
2 févr.	5,00	6,50	7,60	8,55

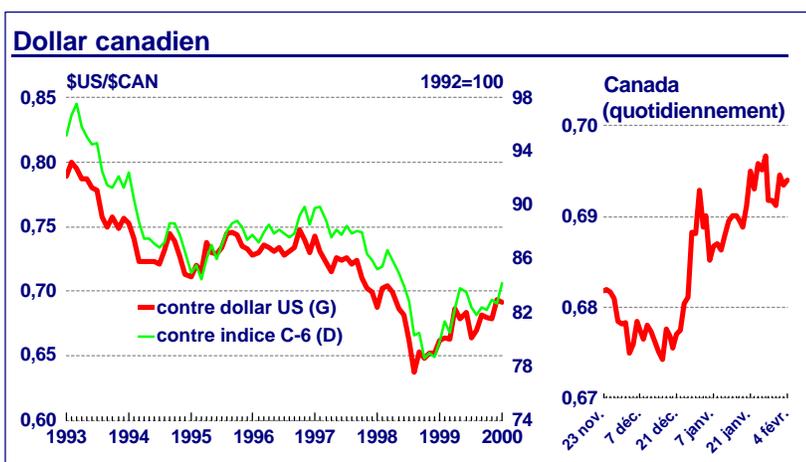


Les cours canadiens ont grimpé au début de février...

- Après avoir enregistré une hausse de 12 % en décembre, l'indice TSE 300 a avancé de 0,8 % en janvier. Les prix des actions se sont également redressés au début de février, l'indice se hissant au-dessus de la barre des 9 000 points pour la toute première fois, le 4 février, clôturant à 9 209, en hausse de 8,6 % par rapport au niveau enregistré à la fin de janvier.
- Un regain de confiance dans l'économie canadienne -- alimenté par la publication de résultats encourageants sur le plan de l'emploi pour janvier et les taux d'intérêt relativement faibles -- a contribué à propulser l'indice TSE 300 à un nouveau sommet.
- Les prix des actions canadiennes sont restés fermes en janvier, mais les deux principaux indices boursiers américains -- le S&P 500 et le Dow Jones -- ont enregistré une baisse d'environ 5 % par rapport au mois précédent.

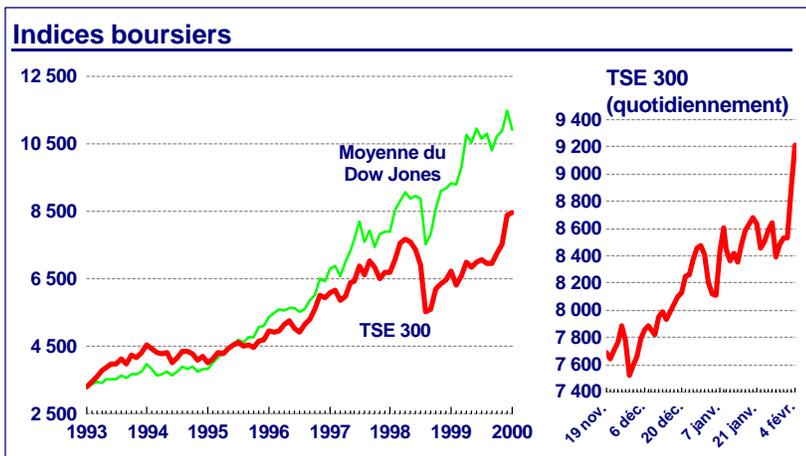
...mais la progression du dollar s'est arrêtée

- Après avoir atteint un niveau inégalé depuis 20 mois, soit 0,6967 cents US, le 27 janvier, le dollar s'était replié à la fin du mois, se situant à 0,6918 cents US. Il est donc resté relativement inchangé depuis la fin de décembre. Si le dollar a reculé, c'est en partie à cause des majorations de taux d'intérêt attendues aux États-Unis pour refroidir l'ardeur de l'économie. Le dollar a, par la suite, repris une partie du terrain perdu, clôturant à 0,6940 cents US le 4 février.



Le dollar canadien

(clôture)	\$US c. \$CAN	Indice c. C-6 (1992=100)	Mark all. c. \$CAN	Yen c. \$CAN
1998	0,6522	78,71	1,082	75,91
1999	0,6929	82,67	1,313	69,66
Août 1999	0,6700	81,79	1,236	75,80
Sept.	0,6815	82,43	1,261	72,34
Oct.	0,6797	82,22	1,237	71,71
Nov.	0,6782	82,96	1,291	71,29
Déc.	0,6929	82,67	1,313	69,66
Janv. 2000	0,6918	84,15	1,333	72,77
4 févr.	0,6940			



Principaux indices boursiers

	Variation en % depuis		
	Clôture - le mois déc.	le mois dernier	l'an dernier
TSE 300	8 481	0,8	26,0
<i>Pétrole et gaz</i>	5 786	-1,3	30,9
<i>Métaux et minéraux</i>	4 073	-9,0	34,4
<i>Services publics</i>	13 812	9,9	68,8
<i>Papiers et produits de la forêt</i>	5 358	2,3	48,2
<i>Entreprises de distribution</i>	4 633	-9,4	-15,7
<i>Services financiers</i>	7 081	-4,4	-17,8
<i>Or</i>	4 334	-11,1	-23,5
Coefficient de capitalisation des résultats*	34,1	-5,9	7,9
S&P 500	1 394	-5,1	9,0
Dow Jones	10 941	-4,8	16,9

*les colonnes 2 et 3 reflètent des changements de niveau



Tendances de l'économie américaine

La Réserve fédérale accroît les taux d'intérêt...

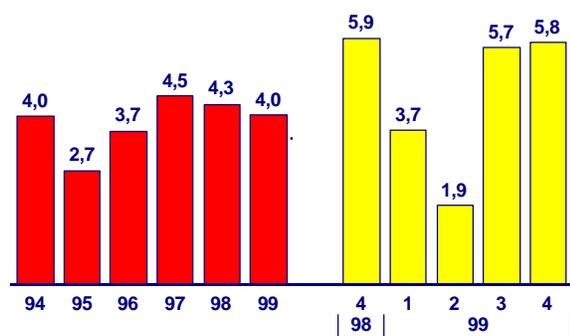
- Comme prévu, le 1er février, le conseil de la Réserve fédérale a majoré d'un quart de point le taux directeur des fonds fédéraux (5,75 %) afin de prévenir l'écllosion de pressions inflationnistes. Malgré une légère inflation, mesurée selon l'IPC, l'augmentation de 1,1 % de l'indice des coûts salariaux au quatrième trimestre de 1999 et la hausse de 0,4 % des gains horaires moyens en janvier ont fait craindre un redressement des prix.
- La productivité du travail s'est améliorée au taux annuel de 5,0 % aux troisième et quatrième trimestres de 1999, ce qui a permis de contenir les coûts et par le fait même l'inflation.

...l'économie américaine terminant l'année 1999 avec une très grande vigueur

- Selon les estimations anticipées, le PIB réel aux États-Unis a progressé de 5,8 % (taux annuel) au quatrième trimestre de 1999, son taux le plus élevé de l'année. La production a été stimulée par les dépenses de consommation et les investissements dans les stocks, mais la forte croissance des importations a eu pour effet de ralentir la croissance globale.
- En janvier, le nombre d'emplois s'est accru de 387 000, soit l'augmentation la plus importante depuis septembre 1997. Ce gain d'une ampleur imprévue est lié à l'intensification de l'activité dans l'industrie de la construction, attribuable à un temps plus doux que d'habitude. Le taux de chômage s'est légèrement replié de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 4,0 %, presque au niveau plancher des 30 dernières années.
- Le déficit commercial des États-Unis a grimpé pour atteindre 26,5 milliards de dollars en novembre, soit un niveau record pour le deuxième mois de suite. La hausse des importations (+1,4 %) a fait grossir le déficit malgré la forte croissance des exportations (0,7 %). Le déficit commercial cumulé de l'année est en hausse de 60 % comparativement à celui de 1998.

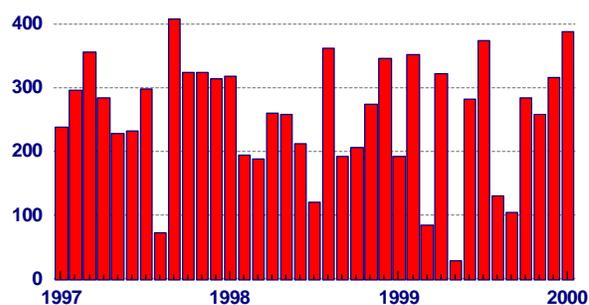
Croissance du PIB réel aux États-Unis

Variation en %, TAD



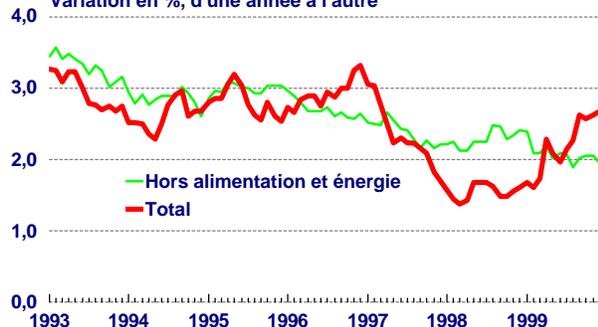
Évolution de l'emploi dans le secteur non agricole aux États-Unis

Variation mensuelle en milliers

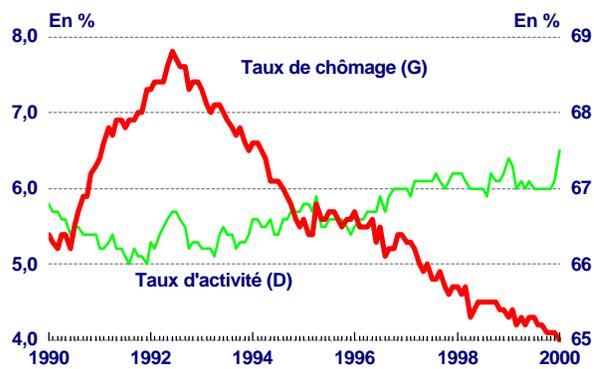


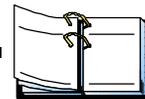
Hausse des prix à la consommation aux États-Unis

Variation en %, d'une année à l'autre



Taux de chômage et d'activité aux États-Unis





CANADA

Enquête sur le secteur de la fabrication - Décembre	15 février
Commerce international - Décembre	18 février
Investissements privés et publics au Canada : Perspectives - 2000	23 février
Indice des prix à la consommation - Janvier	24 février
Statistiques sur la situation financière des entreprises - 4e trimestre 1999	25 février
PIB au coût des facteurs - Décembre	28 février
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 4e trimestre 1999.....	28 février
Balance des paiements internationaux - 4e trimestre 1999	28 février
Budget fédéral de 2000	28 février
Taux d'utilisation de la capacité - 4e trimestre 1999	7 mars
Enquête sur la population active - Février	10 mars
Enquête sur la situation des entreprises - Avril	2 mai

ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation - Janvier	18 février
Commerce international - Décembre	18 février
PIB - 4e trimestre 1999, estimations anticipées	25 février
Situation de l'emploi - Février	3 mars
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion.....	21 mars

Nota : Les IEM de février sont fondés sur les données connues au 4 février 2000.